

Afrique

C'est en Afrique occidentale que M. MacEachen a fait sa première visite à l'étranger à titre de secrétaire d'État aux Affaires extérieures, événement qui souligne l'importance que le Canada attache à ses relations avec le continent africain. Au cours de ce voyage de dix-sept jours effectué en avril et destiné à raffermir et à diversifier les relations du Canada avec les pays où sa présence ne s'était pas encore manifestée suffisamment, le ministre a été accueilli au Nigéria, en Haute-Volta, en Côte-d'Ivoire, au Cameroun et au Ghana. La visite a permis de raffermir les relations bilatérales, d'appliquer une concertation politique et économique plus étendue — notamment au sujet du «nouvel ordre économique» et d'expliquer l'orientation de la politique canadienne en ce qui concerne d'autres questions importantes. Les liens entre les pays du Commonwealth et ceux de la Francophonie se sont resserrés et le Canada a pu ainsi envisager de nouvelles politiques de coopération et réexaminer les perspectives que lui offrent ses relations commerciales avec certains de ses partenaires africains les plus importants.

Peu de temps après le retour de M. MacEachen, le Canada accueillait à son tour, M. Lamizana, président de la Haute-Volta et président du Comité inter-états pour la lutte contre la sécheresse au Sahel. Au cours de cette visite, lors d'un échange de vues sur les problèmes liés aux plans de développement, le Canada a affirmé sa volonté d'intensifier sa coopération avec la Haute-Volta et s'est engagé à fournir quelque 20 millions de dollars au profit du développement rural, du transport et des mines, secteurs que le gouvernement de la Haute-Volta considère comme prioritaires.

Parmi les autres personnalités officielles reçues à Ottawa, on peut mentionner le ministre de l'Intérieur de la Guinée, le ministre des Transports de la République populaire du Congo, le ministre des Affaires extérieures du Tchad et le ministre de la Planification et de la Coopération du Sénégal. À la faveur de ces visites qui montrent bien les relations étroites existant entre l'Afrique occidentale et le Canada, ce dernier a examiné son programme de coopération avec chacun des pays en cause, procédant à un échange de vues sur les questions d'intérêt mutuel.

À d'autres égards, l'année 1975 a été marquée en Afrique par plusieurs changements de gouvernement, dont certains se sont effectués dans la violence. Au Nigéria, le président

Gowon a été déposé pendant qu'il assistait à une réunion de l'Organisation de l'Unité africaine à Kampala. Au Tchad, le président Tombalbaye est mort dans un coup d'état. Madagascar a été la scène de plusieurs mouvements violents qui semblent avoir pris fin avec l'arrivée au pouvoir du président Ratsiraka. La situation est demeurée instable dans certaines parties de l'Éthiopie et de nouvelles éruptions de violence ont secoué l'Angola ainsi que le Sahara occidental.

La décolonisation se poursuit

La décolonisation du Sahara espagnol, source de troubles en Afrique du Nord, a été étudiée par les plus hautes instances internationales — par la Cour internationale de Justice de La Haye et par l'Assemblée générale des Nations Unies lors de sa trentième session — et elle a donné lieu à d'intenses négociations diplomatiques entre le Maroc, la Mauritanie, l'Espagne et l'Algérie. La colonisation portugaise en Afrique a pris fin au cours de 1975. Afin d'établir de bonnes relations avec les nouveaux pays nés de l'Empire colonial portugais et de montrer l'intérêt qu'il porte aux nouveaux États, le Canada a mis sur pied une mission spéciale qui devait se rendre en Angola et au Mozambique. Celle-ci était formée des représentants des ministères des Affaires extérieures, de l'Industrie et du Commerce et de l'Agence canadienne de développement international. Malheureusement le déclenchement des hostilités en Angola et les difficultés administratives survenues au Mozambique, ont contraint la mission spéciale à annuler son départ au dernier moment.

L'indépendance de chacune des anciennes colonies — Îles du Cap-Vert, São Tomé et Príncipe, Mozambique et Angola — a été saluée par le Canada, qui a conclu avec le Mozambique un accord en vue d'établir en ce pays une représentation diplomatique non résidente. Par contre, la situation en Angola au moment de la proclamation de son indépendance, le 11 novembre, était tellement confuse et instable que le Canada n'a pu reconnaître ni l'un ni l'autre des groupes rivaux qui prétendaient gouverner le pays. Cependant, les représentants du Canada aux Nations Unies ont condamné l'intervention étrangère qui accentuait les divergences entre les parties en présence et ils ont demandé à tous les intéressés de travailler au règlement du conflit par la négociation et la conciliation. Soucieux de